



Online-Ausgabe FR

20 minutes
1001 Lausanne
021/ 621 87 87
www.20min.ch/ro

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 883'000
Page Visits: 25'153'490

Lire en ligne

N° de thème: 310.012
N° d'abonnement: 310012

Irak 09 février 2017 13:03; Act: 09.02.2017 13:09

Déminer Mossoul reste le plus gros travail

L'action contre les mines en Irak commence à peine après la reprise de zones contrôlées par l'EI lors de l'offensive sur Mossoul.



Des tests ont confirmé que l'EI s'était servi de laboratoires de l'université de Mossoul pour produire des armes chimiques à l'agent moutarde, selon le Pentagone. (Mardi 7 février 2017)

Photo: AFP

Handicap International souhaite pouvoir aider des victimes dans l'est de la ville « dans les prochaines semaines » .

« Les personnes les plus exposées aux risques sont celles qui sont restées » dans les zones contrôlées par l'EI et celles qui retournent dans leurs habitations, dit dans un entretien le responsable des opérations d'urgence en Irak chez Handicap International (HI), Thomas Hugonnier. Il ne peut pas encore chiffrer le nombre de mines antipersonnel ou les engins artisanaux (IED) utilisés par l'EI, ni le recours des parties aux restes explosifs de guerre.

Mais selon les premières indications, les défis de la décontamination seront « très importants » . « Le plus gros du travail reste à venir » , notamment avec les IED qui demandent une approche particulière, dit aussi Thomas Hugonnier, en marge de la 20e réunion annuelle des directeurs de programmes nationaux contre les mines et de conseillers de l'ONU dans ce domaine qui a lieu cette semaine à Genève.

Selon l'ONU, plus de 160'000 personnes restent déplacées. Certaines sont retournées chez elles alors que la situation n'est pas contrôlée. Dans l'est de Mossoul, une première mission d'évaluation a eu lieu la semaine dernière. Elle doit être suivie par une seconde dans quelques jours. HI va devoir augmenter son dispositif, mener une assistance morale aux populations et contribuer à leur réhabilitation physique.

Accès aux soins ou aux infrastructures

Pour la décontamination, elle devra encore obtenir l'autorisation du gouvernement. Les discussions ont lieu depuis plusieurs mois. HI a besoin d'environ 4,3 millions de francs en plus des fonds déjà engagés.

L'ONG était à Erbil depuis octobre. Elle a commencé par sensibiliser les autres acteurs humanitaires irakiens ou internationaux aux risques liés aux restes explosifs de guerre. Elle les a incités aussi à une approche



Online-Ausgabe FR

20 minutes
1001 Lausanne
021/ 621 87 87
www.20min.ch/ro

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 883'000
Page Visits: 25'153'490

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 310.012
N° d'abonnement: 310012

inclusive qui garantit aux plus vulnérables, notamment les personnes handicapées, d'accéder aux soins ou aux infrastructures, situation qu'elle suit ensuite dans les camps.

HI a pris en charge environ un mois plus tard, avec une cinquantaine de collaborateurs au total, les déplacés dans plusieurs sites près d'Erbil, dans les zones contrôlées par les Kurdes. HI a apporté une assistance aux personnes handicapées et également à ceux qui ont besoin d'un accompagnement moral.

Des enfants ont été confrontés à un contexte difficile depuis plusieurs années. Il faut aussi soutenir tous ceux qui redoutent les conditions de leur rapatriement dans la ville.

Jusqu'à 130 personnes

Comme dans toutes ses missions, elle oeuvre dans la prévention, la destruction des mines et l'assistance aux victimes sur laquelle elle est spécialisée. Un avantage par rapport aux compagnies privées qui n'oeuvrent que sur la partie déminage, explique Thomas Hugonnier. Il rejette pour autant toute rivalité entre organisations.

HI emploie jusqu'à 130 personnes pour des actions d'urgence depuis deux ans en Irak auprès des déplacés en raison des violences de l'EI. Avant l'offensive sur Mossoul, elle était active dans les centres urbains ou dans les villages repris dans les territoires disputés sur deux autres gouvernorats.

Les IED sont devenus une difficulté importante. Tous ne pourront peut-être pas être éliminés mais il faudra les identifier et également « sécuriser les zones ». La réunion de Genève a permis de discuter de standards communs face à cette incertitude. Ces règles pourraient être consolidées d'ici quelques mois.

(nxp/ats)